La Bretagne poubelle de Paris accueille les SDF en plus des migrants

écrit par Alain RRBretagne | 24 mai 2023

L'État ouvrira en septembre 2023 à Bruz près de Rennes (Ille-et-Vilaine) un « SAS d'hébergement » pour accueillir des sans-abri incités à quitter la région parisienne. | ARCHIVES AFP/CHRISTOPHE ARCHAMBAULT

L'État ouvrira en septembre 2023 à Bruz près de Rennes (Ille-et-Vilaine) un « SAS d'hébergement » pour accueillir des sans-abri incités à quitter la région parisienne. | ARCHIVES AFP/CHRISTOPHE ARCHAMBAULT

C'est le grand ménage à Paris, histoire d'offrir au monde entier des images d'un Paris propre et sûr pendant les JO. Et s'il faut pourrir le reste de la France et gâcher le quotidien et la sécurité des provinciaux, Macron n'en a cure. Au contraire. Il aime emmerder les Gaulois réfractaires tentés par ce que les dégénérés appellent « extrême-droite ».

Christine Tasin

…

L'État incite les sans-abri à quitter Paris pour les régions

L'État ouvrira en septembre 2023 à Bruz, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), un « SAS d'hébergement » pour accueillir des sans-abri incités à quitter la région parisienne. Passés trois semaines, ils seront redirigés vers les autres départements bretons.

Les profils seront **« différents »** a expliqué, lundi 22 mai 2023, le secrétaire général adjoint de la préfecture d'Ille-et-Vilaine Matthieu Blet aux élus locaux de Bruz. **« Des gens qui travaillent, des gens qui ne travaillent pas, des étrangers, des Français, des Européens, des mineurs, des majeurs, des personnes isolées, des familles. »**

Tous ont en commun de vivre à la rue en région parisienne. L'État a décidé en mars 2023, **« sur la base du volontariat »** de les inciter à quitter la capitale pour rejoindre des « SAS d'hébergement temporaires » situés en province. Dix régions sont concernées....

Il vous reste 80% de cet article à lire.

Ce contenu est réservé aux abonnés

https://www.ouest-france.fr/bretagne/des-sans-abri-incites-a-quitter-paris-pour-la-bretagne-7b048fa0-f8cc-11ed-853f-62129d38c870

En Bretagne, une mairie s'inquiète d'un projet de centre d'accueil pour sans-abris venus de Paris

La mairie de Bruz s'inquiète d'un projet d'installation d'un centre d'accueil pour des personnes sans logement venant de Paris, le 23 mai 2023. *Kost9 / stock.adobe.com*

La mairie de Bruz s'inquiète mardi 23 mai d'un projet d'installation sur cette commune de 18.000 habitants au sud de

Rennes d'un centre d'accueil pour des personnes sans logement venant de Paris. Ce projet ferait partie d'un dispositif national d'accueil temporaire en région. «*Nous ne sommes pas favorables à l'installation d'un tel sas sur notre commune, dans ces conditions que nous jugeons indignes*», écrit le maire Philippe Salmon (DVG) dans un communiqué.

La mairie bretonne a critiqué notamment le choix du terrain, qui jouxte la voie ferrée et qui est «*pollué par des hydrocarbures et des métaux lourds*». De plus, les personnes déplacées dans ce centre d'accueil temporaire ne le seraient pas «*par choix*» et leurs conditions d'accueil ne sont «*guère satisfaisantes*». «*Chaque résident serait livré à lui-même pour trouver de quoi se nourrir, avec toutefois certaines aides potentielles (…)*», alerte Philippe Salmon.

«Sas d'accueil»

Contactée, la préfecture d'Ille-et-Vilaine n'a pas réagi dans l'immédiat. Ce centre, d'une capacité de cinquante places, accueillerait, selon le maire, «*des personnes qui vivent à la rue et pour lesquelles aucune solution de logement n'a été trouvée dans la capitale*». «*Le gouvernement a donc décidé de déplacer ces populations dans les régions et veut créer des sas d'accueil pour dispatcher les personnes*», ajoute-t-il. Après trois semaines maximum passées dans ce «*sas*», les personnes accueillies rejoindraient un centre d'hébergement d'urgence «*dans un des départements de la région*».

Ce seront «*des gens qui travaillent, des gens qui ne travaillent pas, des étrangers, des Français, des Européens, des mineurs, des majeurs, des personnes isolées, des familles*», a précisé lors d'une réunion en mairie lundi soir le secrétaire général de la préfecture Matthieu Blet, cité par Ouest-France. La mairie, rappelant qu'elle entretient 22 logements pour accueillir des migrants en attente de régularisation, dénonce «*le choix de l'État de mettre des*

moyens pour la création de sas transitoires plutôt que sur le développement de structures pérennes d'accueil et d'hébergement».

https://www.lefigaro.fr/flash-actu/en-bretagne-une-mairie-s-inquiete-d-un-projet-de-centre-d-accueil-pour-sans-abris-venus-de-paris-20230523